

FPR ainsi que pour la distribution de vivres... Tout devrait donc redémarrer dans quelques heures... »

P : Le président kenyan a renouvelé hier son invitation aux présidents ougandais, tanzanien, zaïrois et burundais de se réunir lundi prochain à Nairobi... Le pessimisme du président kenyan viendrait du fait que le président ougandais pourrait ne pas venir à Nairobi. Il est en voyage en Europe et pas plus tard qu'avant-hier, il a une nouvelle fois qualifié le gouvernement intérimaire rwandais de « clique appartenant à un Etat colonial et qui ne doit certainement pas exercer le pouvoir sur le reste de la société rwandaise ».

677/ Afrique midi (1994 JAF 0154 B) - 3 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Les Nations unies ont interrompu une nouvelle fois ce matin l'évacuation des civils réfugiés à Kigali. Un convoi a été atteint par des tirs. Il n'y a pas de victimes.

P : ...Ce matin, un convoi transportant des réfugiés du stade Amahoro a essuyé des tirs alors qu'il se dirigeait vers la zone gouvernementale. Le commandant adjoint de la Minuar a été à son tour visé alors qu'il se rendait sur place pour enquêter sur l'incident... Cependant un autre convoi a pu conduire en zone FPR 180 personnes qui étaient réfugiés à l'église de la Sainte Famille depuis plusieurs semaines...

Itw de Monique Mas, qui rentre tout juste du Rwanda (Donaig Le Du) :
(Q. de D. le D. : Quel est actuellement l'état d'esprit de ces soldats de la rébellion ?)

Les soldats du FPR pensent remporter la victoire, alors ça dépend des endroits, mais dans une période relativement brève pour une guerre. Il est évident que la direction du FPR n'entend pas se faire arracher cette victoire, si j'ose dire, par quelque chose qui pourrait ressembler à une interposition étrangère ou par des jeux de négociation qui viendraient donc entraver cette perspective. Alors le FPR contrôle grosso modo la moitié du pays ou un petit peu davantage. Tout l'est du pays, du nord au sud. Il est en train de remonter une route très importante qui conduit du Burundi à la capitale... Le FPR vient de prendre le contrôle d'une partie de cette route. Il est également extrêmement présent à Kigali avec une victoire militaire très importante il y a quelques semaines non loin de l'aéroport, aéroport y compris...

(Q. de D. le D. : Est-ce que les hommes du FPR sont animés aujourd'hui d'un esprit de vengeance ?)

Eux aussi subissent des chocs psychologiques considérables. Puisque donc ils avancent, ils découvrent des horreurs abominables. Et dans les monceaux de

cadavres, ils trouvent parfois des gens de leur famille. Ca arrive assez souvent. Difficile donc de contenir celui qui vient d'assister à ça, qui tire son fusil et qui va tuer le premier qui va se présenter, premier milicien ou supposé milicien venu. Il y a même des cas de folie, des soldats qui ne s'en relèvent pas. Mais ce qu'on entend beaucoup du côté des soldats du FPR, de la troupe, c'est pourquoi, pourquoi ? Parce que même si on a vraiment affaire à quelque chose qui est de l'ordre du système, appuyé sur un discours, une méthode et donc un passage à l'acte du côté gouvernemental, bien que tous aient entendu parler d'un plan, étaient persuadés que des massacres allaient se produire, là c'est l'holocauste, c'est l'apocalypse. Et personne n'y est jamais préparé. »

P : Boutros Boutros-Ghali vient de faire un rapport au Conseil de sécurité. Il serait insensé d'essayer d'instaurer un cessez le feu et de laisser poursuivre le massacre systématique de civils dans la zone tenue par les forces gouvernementales... Il estime que les nouveaux casques bleus, c'est-à-dire le contingent ghanéen ne pourra pas être opérationnel avant quatre à six semaines. Robert Mugabe affirme que les présidents africains ont l'intention de lancer une initiative pour tenter de mettre un terme aux massacres... Le président zimbabwéen ne précise pas quel type d'initiative pourrait être prise pour le Rwanda, ni surtout dans quel délai.

678/ Afrique soir (1994 JAF 0154 C) - 3 juin 1994

P = Yves Rocle

T = Toujours des combats à Kigali. Les Nations unies ont du suspendre leurs opérations humanitaires.

Pap. d'Addala Benraad :

«C'est après l'attaque d'un convoi que la décision a été prise par les Nations unies d'interrompre les opérations d'évacuation... Les troupes du FPR continuent à gagner du terrain. Selon des responsables des Nations unies qui ont requis l'anonymat, le FPR a pris la ville de Kabgayi, située à seulement cinq kilomètres de la ville de Gitarama, où sont réfugiés les membres du gouvernement intérimaire. Le FPR a également coupé la route par laquelle le gouvernement pourrait fuir en direction du sud, vers la ville de Butare, également aux mains du FPR... »

P : ...Quelques 5 600 nouveaux corps en décomposition ont été découverts sur le lac Victoria. Depuis le début des combats, 33 000 cadavres ont été repêchés sur ce lac. Devant l'horreur, quelques voix continuent à s'élever pour tenter de mobiliser la communauté internationale. L'organisation Médecins du Monde s'est rendue à l'Élysée pour rencontrer le président français.

Itw du docteur Granjon de Médecins du Monde (Christophe Boisbouvier) :

«L'urgence est totale...Il y a des camps complets qui sont complètement à l'abandon, où les gens n'ont rien, ce qui s'appelle rien, à manger.

(Q. de C. B. : Vous n'avez pas le sentiment d'être face à un mur d'indifférence, y compris dans l'opinion publique en Occident ?)

Certainement. Et c'est la raison pour laquelle, et je ne vous en dirai pas davantage, dans un très proche avenir nous allons essayer de sensibiliser cette opinion publique par une opération humanitaire, qui, nous l'espérons, arrivera à ouvrir ses yeux et ses oreilles sur une des plus grandes tragédies de cette fin de siècle. Et que la France, indiscutablement, minimise, pour nous, d'une manière extrêmement regrettable. »

P : Boutros-Ghali a rendu un rapport au Conseil de sécurité dénonçant une fois de plus l'apathie de la communauté internationale et soulignant, je cite, qu'il existe des preuves claires que l'essentiel de la responsabilité des massacres repose sur les forces gouvernementales et sur le gouvernement provisoire rwandais...

Invité : Monique Mas qui rentre tout juste de Kigali

Itw de Monique Mas (Jacqueline Papet) :

«A Kigali, il y a deux sortes de survivants. Ceux que l'on ne voit pas et qui sont encore cachés dans des plafonds, dans des recoins, et que l'on reverra peut être un jour quand la ville aura changé de main. Et puis il y a ceux qui sont entassés dans des lieux publics... Kigali, une ville qui n'a pas été très endommagé par les combats, en dehors de zones très particulières, qui sont aux alentours de camps gouvernementaux... Au fur et à mesure que le FPR avance quelque part, et que les gouvernementaux reculent, et bien, derrière les gouvernementaux, on trouve d'immenses tas de cadavres.

(Q. de J. P. : Quels sont aujourd'hui les objectifs du FPR ? Les objectifs militaires bien sûr mais aussi les objectifs politiques, c'est-à-dire concernant la gestion du pays ?)

D'un point de vue militaire, ils expriment ça en terme de non choix. Selon eux, quel choix y a t il quand on massacre des gens au nom de la sympathie qu'ils éprouvent ou qu'ils n'éprouvent pas mais en tout cas dont on les caractérise à votre égard ? Donc c'est un cas pour eux de légitime défense. Ils ont été extrêmement choqués par l'attitude de la communauté internationale à l'égard du Rwanda, et notamment par l'impuissance de l'Onu, qui était donc présente avant ces événements. Ils redoutent éminemment de voir dans la communauté internationale des intérêts poussés à ce qu'il y ait une force d'interposition ou en tout cas quelque chose qui en fait vise à ce qu'on peut appeler geler les fronts, c'est-à-dire les frustrer de leur victoire, les amener autour d'une table avec des gens avec qui, pour eux, il est absolument impensable de négocier. Quant au politique, ce qu'ils veulent, c'est changer la face du Rwanda. Ils ont bien conscience du fait, pour ceux d'entre eux qui sont Tutsi et qui ont pris les armes pour un retour au pays après 30 ans d'exil, ils ont bien conscience du fait que, seuls, ils ne changeront pas la face de ce pays. Et il y a déjà dans leur

rang depuis longtemps un certain nombre de politiques ou de militaires hutus, chassés du pays à différentes époques de son histoire, au nom d'un politique d'exclusion de ceux qui étaient hostiles au pouvoir. C'est finalement le ciment du FPR, cette conviction, cette volonté de faire de ce pays un endroit où l'on puisse enfin vivre sans être amené à le faire contre une majorité de la population. »

- Journaux Afrique du 4 juin 94 (1994 JAF 0155)

679/ Afrique matin (1994 JAF 0155 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Les Nations unies une nouvelle fois obligées d'interrompre l'évacuation des civils de Kigali. Le FPR poursuit sa progression vers le sud. La ville de Kabgayi est tombée hier entre ses mains.

P : ... On ne tient même plus ses promesses là-bas... Le FPR a pris hier Kabgayi au sud de la capitale, là où des massacres avaient été signalés le week-end dernier. Massacres perpétrés, selon des témoins, par des miliciens progouvernementaux. Ce qui pourrait d'ailleurs avoir un rapport avec la décision du FPR de prendre la ville.

Pap. d'Addala Benraad :

«Selon le responsable des Nations unies qui a requis l'anonymat, le FPR a pris la ville de Kabgayi, située à 45 km au sud de la capitale... »

P : ...Essayons de voir avec elle comment le FP appréhende la situation sur le plan militaire et diplomatique.

Itw de Monique Mas (Jacqueline Papet) :

Diffusée la veille au soir

Extrait diffusé :

« D'un point de vue militaire, ils expriment ça en terme de non choix. Selon eux, quel choix y a t il quand on massacre des gens au nom de la sympathie qu'ils éprouvent ou qu'ils n'éprouvent pas mais en tout cas dont on les caractérise à votre égard ? Donc c'est un cas pour eux de légitime défense. Ils ont été extrêmement choqués par l'attitude de la communauté internationale à l'égard du Rwanda, et notamment par l'impuissance de l'Onu, qui était donc présente avant ces événements. Ils redoutent éminemment de voir dans la communauté internationale des intérêts poussés à ce qu'il y ait une force d'interposition ou en tout cas quelque chose qui en fait vise à ce

qu'on peut appeler geler les fronts, c'est-à-dire les frustrer de leur victoire, les amener autour d'une table avec des gens avec qui, pour eux, il est absolument impensable de négocier. »

Itw du docteur Granjon de Médecins du Monde (Christophe Boisbouvier) :
Diffusée la veille au soir

P : ... Hier Robert Mugabe a annoncé que des présidents africains, dont le président Nelson Mandela, voudraient discuter d'un plan d'action. Il n'est pas possible, a-t-il dit, que nous soyons perçus comme n'ayant rien à dire ou à faire... Le Congo, la Zambie, le Mali, l'Égypte envisageraient également à présent d'envoyer des unités de soutien au Rwanda.

680/ Afrique midi (1994 JAF 0155 B) - 4 juin 1994

P = Dalila Berritane

T = Les forces du FPR poursuivent leur offensive sur Gitarama...

Pap. de Muriel Pomponne :

« Cette nuit encore, l'aéroport de Kigali a été bombardé. Cependant, des avions ont quand même pu atterrir. Ils doivent évacuer sur Nairobi 31 enfants grièvement blessés... En revanche, les autres évacuations de civils sont restées suspendues ce matin... La Minuar a demandé des explications à Paul Kagame... »

Itw du docteur Granjon de Médecins du Monde (Christophe Boisbouvier) :
Diffusée la veille au soir et le matin même

681/ Afrique soir (1994 JAF 0155 C) - 4 juin 1994

P = Patrick Adam

T = Une trentaine d'enfants rwandais blessés arrachés à l'enfer de Kigali par l'association Médecins du Monde. Ils sont en route pour Paris.

Pap. d'Addala Benraad :

«Le président kenyan a expliqué qu'il fallait reporter ce sommet car il n'avait pas reçu une réponse de tous les chefs d'Etat invités...On ignore quels chefs d'Etat invités se sont abstenus de répondre mais il pourrait s'agir de Yoweri Museveni, en voyage en Scandinavie... »

- Journaux Afrique du 5 juin 94 (1994 JAF 0156)

682/ Afrique matin (1994 JAF 0156 A)

P = Philippe Leymarie

T = La défection de l'Ouganda conduit le président Arap Moi a annulé le sommet régional sur la crise rwandaise. Un sommet prévu pour demain.

Pap. d'Addala Benraad :

« On ignore quels chefs d'Etat invités se sont abstenus de répondre mais il pourrait s'agir de Yoweri Museveni, en voyage en Scandinavie... A Kigali, la Minuar, profitant d'une trêve, s'apprêterait à évacuer plusieurs centaines de personnes... »

683/ Afrique midi (1994 JAF 0156 B) - 5 juin 1994

P = Dalila Berritane

T = Les bombardements ont repris ce matin sur l'aéroport de Kigali. Un avion de l'Onu transportant le sous-secrétaire d'Etat italien aux Affaires étrangères a du redécoller in extremis pour éviter les tirs d'obus.

Pap. de Chantal Lohro :

«...L'Onu n'a toujours pas repris l'évacuation de civils bloqués de part et d'autre de Kigali. Hier soir, deux personnes ont été tuées et huit autres blessés lorsqu'un obus de mortier est tombé sur l'église de la Sainte Famille en zone gouvernementale, où quelques 8 000 personnes sont réfugiées. Un autre obus s'est encore abattu ce matin dans l'enceinte de l'église sans faire de victimes. Le général Dallaire doit à ce propos rencontrer Paul Kagame pour lui remettre, je cite, une lettre de protestation véhémente. »

P :...Une trentaine d'enfants rwandais grièvement blessés sont arrivés à Paris...

Reportage de Muriel Pomponne à l'aéroport d'Orly :

« Leur regard fait plus peur que leurs plaies. Ce sont là les premières paroles d'une femme qui venait accueillir ces enfants. Comme d'autres familles françaises, cette femme va s'occuper d'un enfant rwandais pendant plusieurs semaines ou plusieurs mois jusqu'à ce qu'il soit guéri...

Philippe Douste-Blazy, ministre de la santé :

Ce sont des enfants qui ont des plaies, des plaies par balle, surinfectés souvent depuis plus d'un mois, des plaies par coup de lance transthoracique et aussi des plaies par coup de machette, machette au niveau du cou, de la tête, des poignets, des chevilles, des genoux. Beaucoup de fractures de bras, de jambes ouvertes. Mais aussi des os du crâne mis à nu, 30-45 centimètres...

Muriel Pomponne :

Les enfants viennent de Byumba et Gayenyi au nord et à l'est du Rwanda. Des régions contrôlées par le FPR. Ils ont été transférés à Kigali par des équipes de Médecins du Monde et évacués hier de Kigali entre deux bombardements à l'aéroport... »

P : ... Pascal Lissouba a confirmé que son pays allait envoyer des casques bleus dans le pays. Le président congolais qui répond à une demande des Nations unies n'a ni précisé le nombre de militaires, ni la date à laquelle le contingent rejoindra l'Onu sur place. Dans un entretien au magazine allemand « Der Spiegel », Boutros Boutros-Ghali a déclaré, je cite, que les pays membres de l'Onu détournent les yeux du génocide.

684/ Afrique soir (1994 JAF 0156 C) - 5 juin 1994

P = Edmond Sadaka

T = Reprise des bombardements sur l'aéroport de Kigali et suspension de tous les vols humanitaires. Dans le même temps, arrivée à Paris d'une trentaine d'enfants rwandais victimes de la guerre.

Itw de Bill Clinton, président des Etats-Unis (TF1 - trad. Thierry Perret) :

« Nous avons discuté ce matin du Rwanda avec le secrétaire général des Nations unies. Nous travaillons avec les pays africains qui doivent fournir les troupes mandatées par les Nations unies dans la région pour tenter de résoudre le problème. Il est important que nous arrivions à mettre fin à ce conflit rwandais selon les termes des résolutions adoptées par les Nations unies qui prévoit que les troupes doivent venir de la région. Autant que possible, je pense que ce sont les pays africains qui doivent assumer cet effort. Trois Etats ont déjà donné leur accord et j'espère qu'il y en aura d'autres bientôt. Nous avons bien sûr le devoir de coordonner cette action

mais on peut attendre des Etats-Unis qu'ils interviennent eux-mêmes sur le terrain. Pourtant, nous sommes engagés plus que jamais dans les opérations de maintien de la paix. Nous n'avons jamais été moins isolationnistes qu'aujourd'hui. »

Reportage de Muriel Pomponne à l'aéroport d'Orly :
Diffusé à midi

- Journaux Afrique du 6 juin 94 (1994 JAF 0157)

685/ Afrique matin (1994 JAF 0157 A)

P = Philippe Leymarie

T = Reprise d'intenses bombardements hier à Kigali et la suspension de tous les vols humanitaires.

Itw de Bill Clinton, président des Etats-Unis (TF1 - trad. Thierry Perret) :
Diffusée la veille au soir

Reportage de Muriel Pomponne à l'aéroport d'Orly :
Diffusé la veille à midi et le soir

Extrait diffusé :

Philippe Douste-Blazy, ministre de la santé :

« Ce sont des enfants qui ont des plaies, des plaies par balle, surinfectés souvent depuis plus d'un mois, des plaies par coup de lance transthoracique et aussi des plaies par coup de machette, machette au niveau du cou, de la tête, des poignets, des chevilles, des genoux. Beaucoup de fractures de bras, de jambes ouvertes. Mais aussi des os du crâne mis à nu, 30-45 centimètres... »

686/ Afrique midi (1994 JAF 0157 C) - 6 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Les FAR ont lancé une importante contre-attaque le long des positions tenues par le FPR au sud du pays. C'est ce qu'annoncent les Nations unies.

Pap. de Dominique de Courcelles :

«... C'est donc dans le sud, plus précisément autour de la route principale allant de Kigali à la frontière burundaise qu'a lieu depuis maintenant 36 heures cette contre-

offensive, qualifiée de majeure par l'Onu. L'aéroport de Kigali a été bombardé hier dimanche par les FAR... Les casques bleus envisagent maintenant d'utiliser l'aéroport d'Entebbe... Quant aux négociations de cessez le feu, d'après le général Dallaire, elles devraient reprendre ce mercredi prochain. »

687/ Afrique soir (1994 JAF 0157 C) - 6 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Pour la première fois en deux mois de guerre, les FAR ont lancé une vaste offensive contre les troupes du FPR dans la région de Gitarama, selon l'Onu. Le FPR, de son côté, affirme qu'il a repoussé cette contre-offensive.

Pap. de Dominique de Courcelles :

« ...Savoir s'ils réussiront, c'est une autre histoire. Mais une chose est certaine, ils font le maximum, a précisé le porte-parole de l'Onu, incapable de dire encore lundi après-midi quels étaient les résultats de ces opérations... »

P :... Le drame rwandais a été largement évoqué en marge du conseil des ministres qui doit préparer le sommet de l'Oua à Tunis. Pour le secrétaire général de l'Oua, plusieurs pays africains sont prêts à intervenir mais il leur faut un mandat de l'Onu.

Invité : Marianne Baziruwaha, réfugiée à Byumba en zone FPR, directrice des services régionaux à Cyangugu, membre du bureau politique du parti social-démocrate. Pour elle, le conflit n'est pas ethnique mais politique. Promise à la mort, elle était la première sur une liste de 17 personnes, réfugiée avec des milliers d'autres au stade de la ville. Son parti, le PSD, recrute massivement parmi les Hutus du sud, d'où était originaire son fondateur, Félicien Gatabazi, assassiné en mars dernier à Kigali. Marianne aussi est Hutu. Elle témoigne au micro de Monique Mas.

Itw de Marianne Baziruwaha (Monique Mas) :

«...Ce ne sont pas les Hutu qui se sont soulevés contre les Tutsi. C'était bien une guerre qui avait été préparée depuis longtemps, planifiée par le seul parti MRND. Parce que depuis le mois de décembre, on avait commencé à armer tous ces Interhawme... J'ai pu constater comment s'étaient organisés les militaires armés de fusils, les Interhawme avec des armes blanches, des machettes, des massues, des couteaux, répartis en équipes. Ce sont des militaires qui ont accompagné les autorités de la préfecture pour venir nous prendre pour aller nous tuer. Dire que nous vivons

une guerre ethnique, ce n'est pas vrai. Nous vivons une guerre d'exclusion politique...

(Q. de M. M. : Qu'est-ce qu'ils entendaient faire ? Ils ont cru qu'ils pouvaient tuer, éliminer radicalement tout ce qui était opposant et tout ce qui était Tutsi ?)

Ils pensaient qu'ils allaient tuer tous les politiciens opposants et ainsi se maintenir au pouvoir...

(Q. de M. M. : Peut être demain le FPR prendra le pouvoir dans le pays, en tout cas d'un point de vue militaire. Est-ce que vous n'avez pas peur qu'il prenne le pouvoir tout court ? Est-ce que vous pensez que l'opposition civile aura également sa place ?)

Le peuple rwandais avait réclamé le multipartisme. Dans tous les partis, il y avait des Hutu et il y avait des Tutsi. Le FPR ne peut pas conduire une politique d'exclusion parce qu'il a été le premier victime de cette politique d'exclusion. Ensuite dans la composition même du FPR, il n'y a pas que des Hutu, il n'y a pas que des Tutsi, il y a tout le peuple qui prêche l'unité nationale. Si le FPR excluait les autres partis, ce serait d'abord anti-démocratique, ensuite ça serait anti-idéologique pour le FPR. Même si le FPR est très fort militairement, il n'a pas combattu seul cette guerre d'exclusion politique. Si nous sommes ici dans des camps de réfugiés, c'est parce que nous avons été poursuivis pour avoir manifesté, pour avoir participé à cette lutte contre l'exclusion. »

- Journaux Afrique du 7 juin 94 (1994 JAF 0158)

688/ Afrique matin (1994 JAF 0158 A)

P = Philippe Leymarie

T = L'envoi de troupes africaines au Rwanda bute sur la question du mandat et sur des problèmes logistiques. Le Rwanda, où le FP affirme qu'il a repoussé la contre-attaque des forces gouvernementales.

P : Le FPR qui est épinglé par Africa Watch, l'organisation américaine de défense des droits de l'homme. La rébellion rwandaise se serait également livrée à des tueries sommaires. Africa Watch a adressé un courrier, avec exemples à l'appui, au chef militaire du FPR.

Pap. d'Assane Diop :

« Dans sa lettre ouverte à Paul Kagame du FPR, Africa Watch évoque tout d'abord le cas de prisonniers militaires des forces gouvernementales qui, après avoir été blessés, ont été achevés par un soldat rebelle. Ces tueries rapportées par un journaliste de CNN ont été perpétrées dans les environs de Nyanza, affirme Africa Watch. Des missionnaires ont également fait les frais de la vendetta des rebelles. La mission des

pères blancs rapporte notamment le meurtre du père Joachim Vallmajo tué à Byumba. Quant à l'église catholique, elle déplore deux prêtres tués par le FPR. Plus grave, un autre témoignage, recueilli auprès de journalistes, font état de l'élimination par des éléments du FPR de plusieurs jeunes de l'orphelinat de Gako. Ces jeunes auraient été dénoncés auparavant par des voisins qui les accusaient d'avoir participé à des massacres de civils tutsis. Enfin, Africa Watch fait état de violences et de meurtres contre des civils dans un camp du FPR situé en Ouganda. Ces informations d' Africa Watch tendent à prouver que les belligérants rwandais des deux bords se livrent à des violations des droits de l'homme, confirmant par là que dans ce conflit, il n'y a ni bons, ni méchants, mais un bain de sang aveugle. »

689/ Afrique midi (1994 JAF 0158 B) - 7 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = 700 orphelins évacués de Butare en direction du Burundi. Ils sont pris en charge par la Croix rouge. Africa Watch accuse le FPR d'exécutions sommaires dans les zones qu'il contrôle.

Pap. d' Assane Diop :

Diffusé le matin

690/ Afrique soir (1994 JAF 0158 D) - 7 juin 1994

P = Yves Rocle

T = Les combats continuent au Rwanda. Les organisations humanitaires tentent de venir en aide à la population. 700 orphelins ont été évacués au Burundi. Les pays voisins s'inquiètent de cet afflux de réfugiés.

P : Les négociations entre FPR et FAR une nouvelle fois reportées... La Croix rouge internationale a évacué hier et avant-hier plus de 700 orphelins... Cet afflux massif de réfugiés et l'impasse politique dans laquelle se trouve le Rwanda commence à inquiéter sérieusement les pays voisins.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« Après l'annulation du sommet régional sur la crise rwandaise proposé par le président kenyan, les autorités tanzaniennes ne cachent plus leur découragement, déjà perceptibles après que les deux cessez le feu parrainés par Dar es Salam soient restés lettre morte. Force est de reconnaître que l'approche régionaliste n'a pas plus

692/ Afrique midi (1994 JAF 0159 C) - 8 juin 1994

P = Philippe Leymarie

T = Les discussions entre l'armée et le FPR ont repris ce matin à l'hôtel Amahoro. C'est la troisième fois que les deux parties se retrouvent sous l'égide des Nations unies pour tenter de négocier un cessez le feu. Le président gabonais souhaite que le Rwanda soit mis sous tutelle de l'Onu.

Itw de François Mitterrand, président de la France (Christine Ockrent) :

« La France a donné son aide au Rwanda avec le gouvernement considéré comme légitime à l'époque du Rwanda. Il semble aujourd'hui que le gouvernement dont le président est mort assassiné, que le gouvernement qui se trouvait au Rwanda se trouve pratiquement défait.

+

Extrait diffusé le matin

Pap. de Muriel Pomponne :

«... Un éventuel cessez le feu ne pourrait être signé qu'à un niveau plus élevé de la direction des deux parties. Pour l'instant, le FPR continue d'exiger la fin des massacres de civils, alors que la partie gouvernementale estime que les combats doivent cesser d'abord. Ajoutons qu'hier le président Museveni a conseillé au FPR d'accepter un cessez le feu. En attendant, les combats continuent à Kigali et autour de Gitarama.»

P : Reporters sans frontière va mettre en place en collaboration avec la radio suisse romande une station de radio humanitaire qui émettra vers le Rwanda. Une radio qui travaillera avec les organisations humanitaires et le CICR.

Itw d'Yves Jaumain, coordinateur de la recherche à Reporters sans frontière (Ghislaine Dupont) :

« Déjà permettre aux gens qui ne peuvent plus s'exprimer de pouvoir le faire, donner les moyens au CICR, qui servira de logistique à ce projet, de diffuser son information, qui sera une information pratique... Egalement pouvoir donner aux Rwandais, qui ne peuvent plus bénéficier d'une information indépendante, quelques informations sur ce qui se dit sur leur pays à l'extérieur...

(Q. de G. D. : Est-ce que cela veut dire que des journalistes rwandais pourraient travailler sur cette station ?)

Bien entendu. On va essayer d'asseoir un groupe de journalistes rwandais autour de noms qu'on connaît déjà... Il y a des journalistes burundais qui sont prêts à participer à cette initiative... Il s'agit sur le terrain à l'heure actuelle de donner la parole aux vivants et à ceux qui souhaitent diffuser une autre information que celle qui est diffusée par les deux radios qui se font face, radio Rwanda et radio Muhabura, la

radio du FPR. Et également essayer de contrer la haine propagée par la radio télévision libre des Mille Collines, qui a fait tant de mal à ce pays. »

P : ...Qui va représenter le Rwanda au sommet de l'Oua à Tunis ?...

Itw d'Omar Bongo, président du Gabon (Christophe Boisbouvier) :

«Sur le Rwanda, j'ai peut être un point de vue particulier mais que je vais soumettre aux autres chefs d'Etat à Tunis pour le sommet de l'Oua. Je crois qu'il faut peut être faire en sorte que le Rwanda soit sous la protection de l'Onu... »

693/ Afrique soir (1994 JAF 0159 D) - 8 juin 1994

P = Yves Rocle

T = Nouvelle rencontre entre l'armée et le FPR mais toujours pas de cessez le feu.

P : ... Les combats se sont poursuivis toute la journée. Un journaliste français a même été blessé dans un quartier du sud-ouest de Kigali...

Itw d'Omar Bongo, président du Gabon (Christophe Boisbouvier) :

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 9 juin 94 (1994 JAF 0160)

694/ Afrique matin (1994 JAF 0160 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Au Rwanda, un massacre de plus. Treize ecclésiastiques dont l'archevêque de Kigali ont été exécutés par des soldats rebelles. Le conseil ministériel de l'Oua a inscrit le Rwanda à son ordre du jour et écarte des débats la délégation du FPR. Quant au conseil de sécurité de l'Onu, il accélère les préparatifs pour le déploiement de sa nouvelle mission d'assistance.

P : ... Les treize ecclésiastiques avaient été placés sous la protection de huit soldats du FPR après la prise de Kabgayi. Seulement voilà, selon la radio du FPR qui donne

la nouvelle, quatre des gardes auraient reconnu parmi les hommes d'Eglise les responsables de massacres contre leur famille et ils les ont tout simplement exécutés. Vous avez bien entendu. Quand les autres gardes ont découvert les corps, ils ont tué un des assassins, les trois autres se sont enfuis. Ils sont activement recherchés...

Corr. d'Assane Diop de Tunis :

«...Il a fallu plusieurs heures à la cinquantaine de chefs de la diplomatie africaine pour trancher la question de la représentation du Rwanda au sommet de l'Oua. Il a été décidé que ce sera le chef de l'Etat du gouvernement par intérim, c'est-à-dire l'ancien président du Parlement rwandais qui va représenter son pays. Quant aux deux membres du comité exécutif du FPR présents à Tunis, leur statut est d'être de simples invités du secrétaire général de l'Oua. »

Itw de Pasteur Bizimungu, l'un des représentants du FPR présents à Tunis (Dominique de Courcelles) :

«Nous nous indignons contre cette décision car ce gouvernement est illégal au regard de la loi fondamentale d'Arusha. Les accords d'Arusha avaient été négociés sous les auspices de l'Oua donc l'Oua est en contradiction. C'est une honte aussi parce qu'il est reconnu, dans le dernier rapport du secrétaire général, que ce gouvernement a une indéniable responsabilité dans les massacres actuels. Je crois que, par solidarité avec le peuple rwandais, l'Oua se serait abstenu de donner un siège à ce gouvernement. Je crois que si le siège était resté vide, ça n'aurait pas causé de problème. L'Oua a mis à l'écart l'Afrique du sud pour pratiquer l'apartheid. Et maintenant elle accepte en son sein les gens qui sont responsables du génocide. »

Itw de Jérôme Bicomumpaka, ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire du Rwanda, présent à Tunis (Dominique de Courcelles) :

«Nous attendons beaucoup de l'Oua. D'une part, initier une action contre le président de l'Ouganda en vue de retirer ses troupes et ses armements qu'il a mis à la disposition du FPR, à se désengager du conflit. Nous attendons aussi de l'Oua qu'il puisse convaincre le FPR à accepter un dialogue direct avec le gouvernement rwandais de manière à l'établissement rapide d'un cessez le feu et d'une mise en application des accords de paix d'Arusha. Nous attendons aussi de l'Oua qu'il puisse organiser la constitution et le déploiement rapide de la Minuar renforcée, de manière à ce que les casques bleus puissent se déployer le plus rapidement possible et puissent contribuer à l'avènement dans notre pays. »

695/ Afrique midi (1994 JAF 0160 C) - 9 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = L'Eglise catholique du Rwanda frappée de plein fouet avec deux massacres de prêtres. A Kabgayi, treize ecclésiastiques dont l'archevêque de Kigali et trois évêques abattus par des membres du FPR. Le mouvement rebelle, qui donne l'information, affirme qu'il s'agit d'une bavure. Et puis les Nations unies annoncent que sept religieux et plusieurs dizaines de civils ont été tués dans le quartier de Nyamirambo, le fief des miliciens hutus à Kigali.

Pap. de Ghislaine Dupont :

« ... Reste toutefois une inconnue dans cette version, la date de cette tuerie, qui n'est pas précisé par le Front... Pour l'instant, aucune source indépendante ne peut confirmer la thèse de la bavure. Thèse défendue par le directeur politique du FPR. »

P : Les Nations unies ont annoncé ce matin avoir eu connaissance d'un autre drame. Le meurtre de sept religieux et 63 civils dans le quartier de Nyamirambo, connu comme le bastion des miliciens hutus.

Itw du major Plante, porte-parole de la Minuar (Christophe Boisbouvier) :

« Nous avons des informations précises, de source très fiable, sur le bilan du massacre.

(Q. de C. B. : Combien de personnes ont été tuées ?)

63 personnes plus sept religieux. C'est un endroit où les religieux prenaient soin ou gardaient des personnes qui s'étaient réfugiés à cet endroit. C'est une église ou un collège, pas trop sûr.

(Q. de C. B. : Des personnes tuées par qui ?)

... Il semble indiqué que ce soit par des civils armés.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous accès à ce quartier ?)

Absolument pas. Ce quartier-là est présentement l'endroit le plus dangereux de Kigali, si ce n'est dans le Rwanda au complet.

(Q. de C. B. : Est-ce que le Front a bougé ces dernières heures ?)

Non... Ce sont bombardement contre bombardement. Présentement, on se bat beaucoup dans ces quartiers-là. »

Itw de Jérôme Bicomumpaka, ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire du Rwanda, présent à Tunis (Dominique de Courcelles) :

Diffusée le matin

Itw de Pasteur Bizimungu, l'un des représentants du FPR présents à Tunis (Dominique de Courcelles) :

Diffusée le matin

Invité : Le cardinal Etcheguery, président du conseil pontifical « Justice et paix », en quelque sorte le ministre des affaires sociales du pape.

Itw du cardinal Etcheguery du Vatican (Jean-Pascal Guiot) :

«...Je suis très touché par ce qui se passe parce que les trois évêques qui ont été assassinés, quels qu'en soit les motifs, sont pour moi des évêques que je connaissais. Les trois m'avaient accueilli... J'avais invité pas plus tard que ce matin un prêtre rwandais à co-célébrer dans ma petite chapelle. Il a perdu lui-même son père, sa mère et cinq frères et sœurs qui ont été massacrés avec leurs enfants dans les bras souvent. Et lui-même a été témoin dans sa paroisse, jusqu'à l'intérieur de son église, du massacre de 1 000 personnes...Il y plus de 80 prêtres qui ont été assassinés depuis le début. Je me dis que cette Eglise a besoin de se sentir plus qu'épaulée...Que l'Eglise du Rwanda ne se sente pas seule, qu'il y ait une grande chaîne de solidarité pour qu'on l'aide à se relever, pas seulement matériellement, mais aussi spirituellement et cela sera difficile.

(Q. de J-P G. : Eminence, vous pensez que l'Eglise a été visée particulièrement depuis le début des violences ou vous pensez simplement ?)

On peut parler de scandales tout autant. Il y a aussi le poids de mystère. Il est difficile de comprendre ce qui s'est passé...

(Q. de J-P G. : Est-ce que vous pensez que rien ne peut justifier un massacre, absolument rien ?)

Rien. Jamais, jamais, jamais quelles que soient les situations politiques, sociales...

(Q. de J-P G. : Mais est-ce que vous pensez que certains fanatiques pouvaient avoir en tête l'engagement de certains évêques, des victimes)

Peut être. C'est sûr. Tout est possible. Un prêtre, un évêque est situé socialement. Donc il a été vu par les uns sous un certain angle, par d'autres sous un autre aspect. Malgré tout, on sait très bien que l'Eglise a toujours travaillé à la réconciliation, pour le rapprochement des ethnies ... »

696/ Afrique soir (1994 JAF 0160 D) - 9 juin 1994

P = Yves Rocle

T = Nouvelles négociations aujourd'hui mais toujours pas de cessez le feu. Par ailleurs, découverte de deux massacres de prêtres. 70 personnes dont 7 religieux ont été tuées par des miliciens dans le sud-ouest de Kigali. Quant au FPR, il reconnaît que ses hommes ont tué 13 prêtres dont l'archevêque de Kigali.

P : ... Une roquette s'est même abattue sur le quartier général de la Minuar peu de temps avant la reprise dans ses locaux des négociations entre les FAR et le FPR. Etant donné la trajectoire du tir, les représentants de l'Onu pensent qu'en aucun cas il ne

peut s'agir d'un accident. Les négociations n'ont pas abouti... Pendant ce temps, les massacres se poursuivent...

Pap. de Christophe Boisbouvier :

«...C'est la première fois que le FPR admet la responsabilité de ses combattants dans un massacre. C'est dire son embarras. Sans doute prend-il les devants dans l'attente d'une vive réaction de la communauté catholique. Monseigneur Nsengiyumva, 58 ans, était archevêque de Kigali depuis près de 20 ans. Il avait été membre du MRND jusqu'en 87, date à laquelle il avait démissionné de ce parti, notamment sous la pression du Vatican. Ces derniers mois, il était comme tous les autres prélats pris un peu dans la tourmente politique du pays. Certains prélats restaient proches du président Habyarimana, d'autres se rapprochaient de la mouvance centriste. Tous avaient participé le 1^{er} janvier dernier à une marche pour la paix. »

Itw du major Plante, porte-parole de la Minuar (Christophe Boisbouvier) :

Diffusée à midi

Extrait diffusé :

« C'est un endroit où les religieux prenaient soin ou gardaient des personnes qui s'étaient réfugiées à cet endroit. C'est une église ou un collège, pas trop sûr.

(Q. de C. B. : Des personnes tuées par qui ?)

... Il semble indiqué que ce soit par des civils armés.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous accès à ce quartier ?)

Absolument pas. Ce quartier-là est présentement l'endroit le plus dangereux de Kigali, si ce n'est dans le Rwanda au complet.

(Q. de C. B. : Est-ce que le Front a bougé ces dernières heures ?)

Non...Ce sont bombardement contre bombardement. Présentement, on se bat beaucoup dans ces quartiers-là.

+

(Q. de C. B. : Est-ce que vous avez vous-même au quartier général des Nations unies subit des attaques ces dernières heures ?)

Effectivement oui... Le tir partait des troupes gouvernementales. Heureusement, il n'y a eu aucun blessé...

(Q. de C. B. : Vous pensez que c'était l'Onu qui était visée ?)

Moi je ne veux jamais dire ça. J'ose espérer que l'Onu n'est pas visée personnellement.»

Itw du cardinal Etchegueray du Vatican (Jean -Pascal Guiot) :

Diffusée à midi

Extrait diffusé :

« ...Il y a plus de 80 prêtres qui ont été assassinés depuis le début. Je me dis que cette Eglise a besoin de se sentir plus qu'épaulée... »

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

«La hiérarchie de l'Eglise catholique qui rassemble plus de 60 % des Rwandais ne s'est jamais opposée au pouvoir du temps du président Habyarimana, même si dans les paroisses de nombreux prêtres étaient engagés par le biais de publications notamment dans un combat social qui interpellait les autorités politiques. Le meurtre par des soldats rebelles des deux plus hautes personnalités catholiques n'est pas la première exaction attribuée au FPR. De Bruxelles, les Pères blancs ont annoncé la semaine dernière la mort d'un père espagnol, qui aurait été tué près de Byumba, en zone FPR, ainsi que la disparition de trois autres prêtres de cette même préfecture. S'il se confirme que le massacre de Kabgayi, localité récemment conquise par le FPR, visait des religieux hutus comme l'archevêque de Kigali, d'aucuns ne manqueront pas d'y voir une sorte de revanche ethnique des rebelles tutsis du FPR, après les nombreux assassinats de prêtres tutsis tués ces dernières semaines par les miliciens hutus. Ces derniers n'ont pas hésité à massacrer des religieux hutus qui s'opposaient à eux. A ce jour, près d'un cinquième du clergé rwandais a été victime des massacres politico-ethniques au Rwanda. »

P : ... Pour la deuxième fois en une semaine, le président ougandais blâme les rebelles du FPR... Il affirme aujourd'hui, je le cite, « je les ai prévenus en privé et maintenant je le dis en public. Notre gouvernement ne soutiendra personne qui se livre à ce génocide. Je n'aurais rien à voir avec ceux qui participent à des massacres et nous aiderons la communauté internationale à les poursuivre », fin de citation.

- Journaux Afrique du 10 juin 94 (1994 JAF 0161)

697/ Afrique matin (1994 JAF 0161 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Après les confirmations des massacres de ces derniers jours, nouveau constat d'impuissance, celui de la Minuar, contrainte de laisser faire dans l'attente des renforts de casques bleus. Celui de l'Oua aussi. Ses ministres sont en panne de propositions concrètes.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

Diffusée la veille au soir

Itw de M. Motumbo Molami (?), responsable des Affaires internationales de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (Assane Diop) :

«...Que l'Eglise ait été choisie comme cible nous pousse parfois à croire que c'est parce que justement elle est une autorité morale qu'on essaye de l'emmener dans ce

genre d'aventures... Je considère que ces personnes ce sont des martyres, des martyres d'une cause juste... »

Corr. d'Assane Diop de Tunis :

«C'est un groupe restreint de ministres qui s'est repenché ce jeudi sur la tragédie rwandaise. Pour l'instant, aucune proposition tangible... »

698/ Afrique midi (1994 JAF 0161 C) - 10 juin 1994

P = Donaig Le Du

P : ...Le général Dallaire tenait une conférence de presse ce matin à Nairobi...

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« L'Onu peut difficilement aider les Rwandais en l'absence d'un cessez le feu, déclare le général Dallaire, alors que les pourparlers entre forces gouvernementales et rebelles n'ont toujours pas abouti à un arrêt des combats. Les propos du chef des forces de la Minuar illustrent une nouvelle fois l'impuissance des Nations unies dans les conflits locaux. Aussi meurtriers soient-ils, qu'on se rappelle la Somalie et aujourd'hui le Rwanda. Si l'un ou l'autre des belligérants, ou les deux, sont déterminés à se battre, l'Onu ne peut que s'incliner. S'ingérer dans un tel conflit reviendrait à mettre en danger la vie de ses casques bleus. Même sur le plan humanitaire, la marge de manœuvre de la Minuar est réduite au minimum. A preuve, les massacres se poursuivent et la famine menace les déplacés. Mais ce n'est pas seulement une question d'effectif. A supposer que les 5 000 casques bleus supplémentaires promis par le Conseil de sécurité arrivent bientôt à Kigali, il leur faudra l'accord des belligérants pour se déployer dans le pays. Et sur ce point, le général Dallaire ne semble se faire aucune illusion, lorsque livrant son analyse de la situation, il déclare avec franchise « Je pense que les combats vont se poursuivre ».

P : ... Le HCR publie un nouveau bilan. L'organisation estime qu'au rythme où vont les choses, 700 000 personnes auront fui le Rwanda dans les semaines à venir... Cette déclaration du président ougandais au lendemain de l'annonce du massacre de treize prêtres par les combattants du FPR. « Je les ai prévenus en privé et maintenant en public, affirme Yoweri Museveni. Notre gouvernement ne soutiendra personne qui se livre à ce génocide. Je n'aurais rien à voir avec ceux qui participent à des massacres et nous aiderons la communauté internationale à les poursuivre », souligne le président ougandais. Par ailleurs, le « New York Times » publie aujourd'hui une interview de l'ambassadeur des Etats-Unis au Rwanda. Celui-ci

affirme que les fonctionnaires américains ont reçu des instructions, leur demandant d'éviter de qualifier les tueries au Rwanda de génocide, et ce afin de ne pas inciter l'opinion publique américaine à demander une intervention américaine. Les fonctionnaires sont priés, par exemple, de ne pas comparer le Rwanda à la situation qui prévalait au Cambodge à l'époque des Khmers rouges.

699/ Afrique soir (1994 JAF 0161 D) - 10 juin 1994

P = Yves Rocle

T = Le président Bongo condamne le soutien de l'Ouganda au FPR. Quant au général Dallaire, il ne croit pas à l'imminence d'un cessez le feu.

Itw d'Omar Bongo, président du Gabon, de Paris (Christophe Boisbouvier) :

« ...Je crois que de l'ingérence, il y en a là-bas.

(Q. de C. B. : De la part de quel pays en particulier ?)

Les rebelles, ils viennent d'où ? Je n'ai pas honte de dire ce que je pense. Ces rebelles, ils viennent d'un pays. Et ce pays qui les a hébergés, il les met sur un chemin dangereux, celui de la conquête du pouvoir par les armes. Je crois que ce pays devrait être sévèrement condamné. »

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« Deux pays africains, au moins, pourraient être mis en cause. Du côté des rebelles, l'Ouganda... Ces derniers jours, il a presque pris un ton protecteur à l'égard des rebelles rwandais pour leur dire qu'il était irrité par leur refus d'accepter un cessez le feu malgré ses propres conseils. Du côté des gouvernementaux maintenant, le Zaïre. Son président était un vieil ami de Juvénal Habyarimana. Hier, il a offert l'hospitalité au chef du gouvernement intérimaire lors d'une escale à Kinshasa sur la route de Tunis. Si l'on en croit l'opposition tchisekediste, il soutiendrait les FAR en matériel, en munitions, via l'aéroport de Goma. Alors si jamais ces deux pays se retrouvaient au banc des accusés dans les jours qui viennent à Tunis, la France et la Belgique seraient mises en cause aussi. Mais attention, on n'en est pas là. La petite phrase d'Omar Bongo n'est qu'un coup de semonce. Zaïre et Ouganda sont côte à côte en ce moment même à Tunis au sein d'un comité consultatif, qui essaye d'ouvrir un dialogue entre les deux délégations rwandaises. »

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 11 juin 94 (1994 JAF 0162)

700/ Afrique matin (1994 JAF 0162 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Accalmie dans les combats hier à Kigali mais toujours pas d'avancée dans les négociations ni sur place, ni dans le cadre du conseil ministériel de l'Oua, qui cherche, pour l'instant sans résultat, à mettre au point une résolution sur le dossier.

P : ... Les milliers de civils toujours bloqués à Kigali que l'Onu devrait à nouveau essayer d'évacuer à partir d'aujourd'hui ou de demain...

Corr. de Dominique de Courcelles de Tunis :

«Jusque tard dans la soirée, dans un palais complètement désert, le comité présidé par la Tunisie et composé des six pays limitrophes du Rwanda a sans relâche consulté et écouté les deux parties du conflit mais sans l'amorce d'un résultat. Alors que la délégation gouvernementale appelle au moins à se parler ici à Tunis, le FPR campe fermement sur ses positions. Refus total de la moindre discussion, du moindre contact... Les consultations se font séparément, à tour de rôle... Pasteur Bizimungu, qui représente le FPR, maintient qu'il est de toute manière inutile de négocier avec ce gouvernement puisqu'il y a en ce moment des pourparlers entre les FAR et le FPR et que leur but est précisément d'obtenir un cessez le feu et l'arrêt des massacres. Une réunion de la dernière chance aura peut être lieu ce samedi matin, à peine quelques heures avant que le comité ne remette ses conclusions. »

Itw d'Omar Bongo, président du Gabon (Christophe Boisbouvier) :

Diffusée la veille au soir

Pap. de Christophe Boisbouvier :

Diffusé la veille au soir

701/ Afrique midi (1994 JAF 0162 B) - 11 juin 1994

P = Jérôme Bastion

T = ... Les négociations ont repris ce matin à Kigali sous l'égide de l'Onu mais sans grand espoir de dénouement.

Corr. de Dominique de Courcelles de Tunis :

« Les auditions des deux parties en conflit sont maintenant terminées... Ce matin, le comité rédige ses conclusions... Bien qu'ayant échoué à amener les deux délégations, ne serait-ce qu'à se rencontrer et à se parler, le comité s'achemine vers une résolution en quatre points : instauration d'un cessez le feu, arrêt des massacres, ouverture d'un dialogue et mise en œuvre des accords d'Arusha...

Pap. de Monique Mas :

« Il n'y a rien de vraiment nouveau dans les positions respectives des belligérants après deux semaines de contacts réguliers... Pendant ce temps, les combats continuent notamment dans le sud-ouest de Kigali, dans le quartier de Nyamirambo... que le FPR est en position d'enlever. En revanche, les FAR continuent de résister à Gitarama... »

P : ... Les violences continuent par ailleurs puisque nous l'apprenons ce matin, des miliciens hutus ont enlevé et vraisemblablement tués hier 170 personnes, dont de nombreux enfants tutsis pour la plupart. C'est en tout cas ce qu'ont affirmé deux pères blancs...

Invité : Omar Bongo, président du Gabon

Itw d'Omar Bongo, président du Gabon (Christophe Boisbouvier) :

« ... Je crois que de l'ingérence, il y en a là-bas.

(Q. de C. B. : De la part de quel pays en particulier ?)

Les rebelles, ils viennent d'où ? Je n'ai pas honte de dire ce que je pense. Ces rebelles, ils viennent d'un pays. Et ce pays qui les a hébergés, il les met sur un chemin dangereux, celui de la conquête du pouvoir par les armes. Je crois que ce pays devrait être sévèrement condamné.

(Q. de C. B. : Vous pensez à l'Ouganda et vous le direz à Tunis dans les jours qui viennent ?)

On se comprend. Alors laissez moi dire ce que j'ai dit comme tel. Je sais que vous me comprenez.

(Q. de C. B. : Vous pensez semble-t-il à l'Ouganda mais est-ce que la France qui a soutenu le président Habyarimana n'a pas une part de responsabilité dans les événements graves qui se sont passés ces dernières semaines ?)

Si vous pensez que la France a aidé le gouvernement en lui fournissant ou en lui vendant des armes, alors l'opposition, qui lui a vendu des armes, où les a-t-elle trouvées ? »

702/ Afrique soir (1994 JAF 0162 C) - 11 juin 1994

P = Yves Rocle

T = Nouvelle rencontre entre belligérants sans résultat à Kigali. A Tunis, les ministres des Affaires étrangères ont terminé leurs travaux. Ils réclament la fin des combats et des massacres au Rwanda.

Corr. de Dominique de Courcelles de Tunis :

« Le conseil des ministres condamne énergiquement les massacres et les tueries qui continuent d'être commis au Rwanda. Il en demande l'arrêt immédiat, précisant qu'il s'agit de crimes contre l'humanité et réclame que leurs auteurs soient jugés conformément au droit international... Il réaffirme que l'accord d'Arusha constitue la base d'une solution durable au conflit... On le constate, le ton de la déclaration est très ferme. Cependant, aucune des deux parties et aucun des pays voisins n'est nommément mis en cause comme responsables des crimes, de la guerre, ou d'une implication quelconque dans le drame rwandais. »

Itw de Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR (Jacqueline Papet) :

« Nous sommes scandalisés par les déclarations du président Omar Bongo... Ca nous étonne que le président Bongo n'ait pas fait allusion aux massacres et aux auteurs des massacres. Maintenant il parle du FPR appuyé par l'Ouganda alors que tout le monde sait que tout ça était des propos qui étaient tenus au début de la guerre et que par la suite, il s'est avéré que l'Ouganda n'avait aucune part de responsabilité dans ce conflit. Alors nous pensons que des propos pareils traduisent une position partisane. Et de la part d'un chef d'Etat africain, c'est vraiment décevant. »

P : ... Le FPR a même ouvert ce matin un nouveau front au nord-ouest de Gitarama. La bataille est aussi très rude pour le contrôle du quartier de Nyamirambo à Kigali... Pendant ce temps, les massacres continuent. Deux religieux affirment que des miliciens progouvernementaux ont enlevé et probablement tués les 170 personnes qu'ils avaient recueilli dans leur paroisse de Nyamirambo. Les pères blancs ont vu les corps d'une dizaine de victimes mais ils estiment que toutes les personnes enlevées, y compris les nombreux enfants, ont été tuées.

- Journaux Afrique du 12 juin 94 (1994 JAF 0163)

703/ Afrique matin (1994 JAF 0163 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Massacres et négociations stériles continuent de rythmer le quotidien d'un pays en décomposition. A Tunis, les ministres réclament l'arrêt des combats et dénoncent les tueries comme crimes contre l'humanité.

Corr. de Dominique de Courcelles de Tunis :

Diffusée la veille au soir

704/ Afrique midi (1994 JAF 0163 C) - 12 juin 1994

P = Jérôme Bastion

P : ... Boutros-Ghali affirme aujourd'hui qu'il peut déjà compter sur près de 3 000 casques bleus sur les 5 500 réclamés et que ces forces onusiennes étaient prêtes à intervenir rapidement...

Corr. de Dominique de Courcelles de Tunis :

« Finalement, le projet de résolution sur le Rwanda n'a pas été modifié mais les discussions ont été longues et difficiles hier soir en session plénière. Le ministre rwandais des Affaires étrangères tenait à ce que la condamnation de l'Ouganda figure dans le texte, ce qui n'est pas le cas... Le Burundi n'est pas intervenu, voulant rester le plus neutre dans cette affaire. Le Zimbabwe a accusé le gouvernement rwandais d'être responsable des massacres. Le Zaïre a appelé à la cessation des tueries. La Tunisie a lancé un cri d'alarme disant qu'il fallait absolument adopter la résolution dans l'intérêt du peuple rwandais... Le dossier est loin d'être clos. »

705/ Afrique soir (1994 JAF 0163 D) - 12 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = ... Il y a quelques heures à Kigali, plusieurs obus sont tombés tout près de l'hôpital du CICR, sans faire de victimes.

P : Des combats très violents dès l'aube. Les rebelles du FPR ont violemment bombardé le centre de Kigali...

Itw de Philippe Gaillard, délégué du CICR à Kigali (France Info) :

«...On a des bombes qui tombent à 10-15 mètres du CICR... J'ai expliqué au FPR qu'on avait 600 personnes dans l'hôpital, dont 400 blessés... On espère une chose, c'est que l'officier de liaison du FPR avec qui on a eu un contact puisse donner des instructions, ce qu'il nous a promis de faire, pour que ces tirs s'arrêtent. »

Invité : Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Onu

Itw de Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Onu, de Tunis (Assane Diop) :

«Je dirais que c'est un génocide qui a été commis. Il y a eu une tentative d'éliminer toute une ethnie. **Les Hutu ont voulu éliminer les Tutsi, et réciproquement, les Tutsi ont voulu éliminer les Hutu.** Et je considère que ceci est un génocide. On estime entre 250 000 et 500 000 personnes qui auraient été tuées... Proportionnellement, il y aurait en France de 2 à 4 millions de victimes... »

- Journaux Afrique du 13 juin 94 (1994 JAF 0164)

706/ Afrique matin (1994 JAF 0164 A)

P = Philippe Leymarie

T = De violents bombardements hier matin à Kigali alors que la ville de Gitarama serait pratiquement encerclée par les rebelles.

P : ... La plupart des ministres se sont réfugiés à Gisenyi dans le nord-ouest du pays.

Itw de Philippe Gaillard, délégué du CICR à Kigali (France Info) :

Diffusée la veille au soir

707/ Afrique midi (1994 JAF 0164 C) - 13 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Le FPR affirme avoir pris la ville de Gitarama. Une information qui n'est pas confirmée par les Nations unies.

P : C'est la situation au Rwanda qui va dominer les débats de ce 30^{ème} sommet de l'Oua. C'est le président intérimaire, le président de l'ancienne Assemblée nationale à parti unique, qui occupe le siège du Rwanda lors du sommet de Tunis. Et ce matin, quelques minutes avant l'ouverture solennelle de la réunion, le FPR annonçait qu'il avait pris la ville de Gitarama, le siège provisoire jusqu'à ces tout derniers jours du gouvernement intérimaire. Une information qui n'est pas confirmée pour l'instant par les Nations unies.

Pap. de Ghislaine Dupont :

« Nous contrôlons 90% de la ville et la situation sera tout à fait éclaircie cet après-midi. Voilà ce que Paul Kagame a affirmé devant la presse ce matin à l'aéroport de Kigali... Cela dit, certains experts pensent que les rebelles ne pensent pas à contrôler la capitale mais à paralyser les mouvements des gouvernementaux et des milices... Quant aux discussions sur un cessez le feu, suspendues samedi dernier, elles ont repris au siège des Nations unies. »

P : Les Nations unies ont repris ce matin les opérations d'évacuation des civils bloqués à Kigali... Des opérations qui avaient été interrompues depuis une dizaine de jours.

708/ Afrique soir (1994 JAF 0164 D) - 13 juin 1994

P = Addala Benraad

T = La Minuar a reçu des indications de diverses sources tendant à confirmer la prise de Gitarama, annoncée par le FPR.

Corr. de Dominique de Courcelles de Tunis :

« La tragédie rwandaise, il n'est question que de ça. Nelson Mandela y a fait bien évidemment allusion ce matin, en se déclarant prêt à apporter sa contribution pour que le génocide s'arrête... Sinon, en marge du sommet, les contacts bilatéraux ont déjà commencé dès hier soir entre les deux parties rwandaises et plusieurs chefs d'Etat. Peu de temps avant l'arrivée du maréchal Mobutu, on pouvait voir une délégation du FPR s'engouffrer dans son appartement. Ici, à Tunis, la délégation

zaïroise répète à l'envie que Kinshasa ne soutient pas plus un côté que l'autre, s'offrant au contraire comme médiatrice. Un mini sommet doit se tenir ce soir avec le Zaïre, le Burundi, l'Ouganda, la Tanzanie et les Rwandais, peut être encore de façon séparée, puisque aucun contact entre eux n'a pu encore être établi. »

Pap. de Ghislaine Dupont :

« Nous contrôlons 90% de la ville. Il ne reste qu'une ou deux collines contrôlées par l'armée. C'est ce qu'affirme le général Kagame, qui précise que ses troupes ont réussi à nettoyer le centre de Gitarama dimanche soir et que les derniers éléments des forces gouvernementales ont été chassés ce lundi matin de la caserne principale. La bataille pour Gitarama a fait rage pendant deux semaines... Si la prise de Gitarama se confirme, ce pourrait être un tournant. Gitarama est une ville stratégiquement importante car située sur la principale route qui relie la capitale au sud du pays et au Burundi. Cela dit, certains experts pensent que les rebelles ne pensent pas à contrôler la capitale mais à paralyser les mouvements des gouvernementaux et des milices... »

Itw de Théodore Sindikubwabo, président par intérim du Rwanda, de Tunis (Assane Diop) :

« ... Sur nos dix préfectures, il y a encore une bonne partie qui reste indemne... Gitarama est à un carrefour, qui mène à Butare, qui mène à Kigali, qui mène aussi à Gisenyi, Gisenyi-Kibuye. Donc c'est un point très stratégique au point de vue économique, au point de vue des combats. Au point de vue militaire, c'est un point stratégique. Si les unités gouvernementales étaient séparées, celles du sud, celles du nord et celles de Gisenyi, pour nous ce serait très grave. »

- Journaux Afrique du 14 juin 94 (1994 JAF 0165)

709/ Afrique matin (1994 JAF 0165 A)

P = Philippe Leymarie

T = Les négociations sur un cessez le feu devraient reprendre ce matin. Les rebelles, eux, crient victoire après la prise de Gitarama.

Le papier annoncé n'est pas diffusé.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/PRISE DE GITARAMA PAR LE FPR DUPONT

710/ Afrique midi (1994 JAF 0165 C) - 14 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Sommet de l'Oua à Tunis. Ce matin, les pays voisins du Rwanda étaient réunis pour tenter d'adopter une position commune et de proposer des solutions à la guerre.

P : Ils avaient refusé de quitter le Rwanda au premier jour de la guerre. Ils pensaient qu'ils étaient de leur devoir de protéger les civils qui étaient réfugiés dans leur paroisse. Le père Blanchard et le père Mayer, deux pères blancs de Kigali, sont arrivés ce matin en France. Vendredi dernier, des gens sont venus enlever quelques 200 personnes qui s'étaient placées sous leur protection à Nyamirambo... Le père Blanchard très atteint, très triste, le mot est faible...

Itw du père Blanchard à son arrivée dans un aéroport parisien (Nicolas Poincaré de France Info) :

«J'ai comparé notre paroisse à un espèce de boat people, auquel les gens s'étaient raccrochés, en disant « Ecoute, laisse nous venir, il vaut mieux qu'on meure ensemble que de mourir seul ». C'est difficile de refuser. Tout le monde se repliait chez nous. C'est devenu un bateau surchargé. Bon, on arrivait encore à faire manger les gens, à les faire boire. On n'avait plus d'électricité, plus d'eau. On courait un peu partout. Heureusement, les miliciens avaient une certaine tolérance pour ça. Mais vendredi dernier, ils sont venus soi-disant pour évacuer. Mais ils ne voulaient pas évacuer les enfants en premier mais les adultes. On s'est très fort méfié. C'étaient six ou sept miliciens avec l'un d'entre eux qu'on connaissait bien pour être un tueur, un tueur qui a eu d'ailleurs cette parole terrible quand j'ai évacué Otto. Il m'a dit «Sache père que je suis sans pitié ». Alors notre bateau a coulé. Les gens, qu'est-ce qu'ils sont devenus ? On en a vu une dizaine de morts à peu près en passant. Certains ont pu s'enfuir, peut être d'autres ont pu racheté leur vie. On ne sait plus. »

Corr. de Dominique de Courcelles de Tunis :

«...En séance plénière, plusieurs chefs d'Etat, dont le président ghanéen, ont dénoncé hier l'Ouganda comme soutenant le FPR. Une condamnation qui ne figure pas dans la résolution en dépit des demandes du gouvernement rwandais... »

P : ... Depuis l'annonce de massacres commis par le FPR, le président ougandais semble prendre ses distances avec le mouvement rebelle, qui bénéficie encore de bases arrières sur son territoire.

Interv. de Jean Hélène de Kampala :

«**Dis 88**, j'avais dit à Habyarimana qu'il fallait laisser rentrer les exilés rwandais. C'est ce que répète le président Museveni, dont le principal souci, d'après les observateurs, est de débarrasser le pays des quelques 200 000 Rwandais, en majorité tutsis, réfugiés en Ouganda depuis 20 ou 30 ans. En effet, la réussite des Banyarwanda, comme on les appelle ici, ont suscité la jalousie des Ougandais et l'opposition ne manque pas une occasion d'exploiter ce ressentiment en déclarant que Museveni a livré le pays aux étrangers. Il est vrai que des liens se sont créés entre les exilés rwandais et le président, qui ont combattu ensemble dans la brousse. Mais révent-ils pour autant, comme l'affirme le gouvernement rwandais, de créer un empire tutsi dans la région, ici les diplomates jugent cette accusation saugrenue. Pour eux, la préoccupation de Museveni se situe à la frontière nord, où l'armée de Khartoum est en train de défaire les rebelles sudistes, soutenue par Kampala. Reste que l'Ouganda n'a jamais scellé sa frontière avec le Rwanda, fermant les yeux sur l'approvisionnement des rebelles à partir de son territoire. Toutefois, depuis quelques jours, depuis l'annonce de l'assassinat de religieux par la guérilla, on note un changement dans le discours de Museveni. Il fustige le FPR dans son refus d'accepter un cessez le feu. Tandis que la presse ougandaise rapporte les témoignages de survivants de tueries commises par les maquisards du FPR. »

Invité : Pascal Lissouba, président du Congo

Intw de Pascal Lissouba, président du Congo (Assane Diop) :

«...

(Q. d'A. D. : Est-ce vous pensez que l'affaire rwandaise doit être d'abord réglé par les Africains ? C'est un test pour l'Afrique, disait le président Bill Clinton.)

Les choses ne sont pas aussi simples. Regardez, vous avez des pays qui sont complètement exsangues. Vous avez des pays qui pourront parfaitement bien aligner 500 000, 2 000 personnes, mais nu pieds, sans uniforme, sans outillage pour la dissuasion et que faire ? Sans avion pour les transporter, que faire ? Il y a une logistique en arrière, qui est un facteur limitant sérieux.

(Q. d'A. D. : Donc il faut une solidarité internationale ?)

Il faut nécessairement une certaine forme de solidarité internationale. Et je pense qu'elle ne leur coûterait pas grand-chose car les surplus de l'Otan, de tout un tas de guerres qu'ils ont en vue ou passées peut parfaitement bien aider l'Afrique à se défaire de cette grosse épine... »

711/ Afrique soir (1994 JAF 0165 D) - 14 juin 1994

P = Sylvie Noël

T = Les pays voisins du Rwanda se sont retrouvés en comité restreint et espèrent arriver à un accord.